

# Russie : sanctions et contre-sanctions (15 mars 2022)



## Nouvelles mesures de l'Union européenne (Version consolidée)

**SOURCE****NOUVEAU** – Publication mardi 15 mars d'un 4<sup>ème</sup> train de sanctions économiques et individuelles**LISTE NOIRE**

- Inscriptions d'hommes d'affaires, de dirigeants et de « propagandistes » appuyant le discours des autorités russes à propos de l'invasion de l'Ukraine.
- L'UE a également décidé de sanctionner de grandes entreprises russes du secteur de l'aviation, de la défense, de la construction navale et de la fabrication mécanique.
- La liste des personnes liées à la base industrielle et de défense de la Russie a été élargie pour permettre un contrôle strict sur les biens à double usage et les produits technologiques susceptibles de contribuer à l'amélioration technologique du secteur de la défense russe.

**ENERGIE** – Interdiction de nouveaux investissements dans le secteur de l'énergie en Russie.**CONTROLE DES EXPORTATIONS** – Restrictions d'exportations sur les équipements, technologies et services destinés au secteur de l'énergie russe. L'UE met désormais en œuvre de nouvelles restrictions commerciales concernant le fer et l'acier, ainsi que les produits de luxe.

→ La liste détaillée des produits concernés (et les seuils applicables) doit être publiée rapidement au Journal Officiel de l'Union Européenne. **Quand il sera publié, vous pourrez y accéder en [CLIQUANT ICI](#).**

**TRANSACTIONS** – Interdiction des transactions avec certaines entreprises publiques.**SERVICES** - Interdiction de fournir des services de notation de crédit, ou d'accéder à des services de souscription liés à des activités de notation de crédit, à toute personne ou entité russe.**COMMERCE** - L'UE confirme qu'elle se joint aux Etats-Unis et au G7 pour suspendre la Russie du régime normal de réciprocité prévu par le Droit du commerce (**statut de Nation la plus favorisée**).

→ Cette suspension va permettre à l'UE d'augmenter de façon unilatérale les tarifs douaniers applicables à certaines lignes de produits russes. La Russie sera également empêchée d'emprunter de l'argent auprès du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Les modalités procédurales de cette suspension n'ont pas été précisées.

L'UE va également demander la suspension du processus d'accession à l'OMC de la Biélorussie.

**AUTRES SANCTIONS UE APPLICABLES****LISTE NOIRE**<sup>1</sup> - Inscriptions sur listes noires d'entités, de dirigeants et d'hommes d'affaires russes (gels d'avoir, interdictions relatives aux investissements, aux valeurs immobilières – dont les cryptomonnaies - interdiction de transiter par (ou d'accéder) au territoire européen). Ce listage concerne actuellement 862 personnes et 53 entités (russes et biélorusses).

<sup>1</sup> La liste des personnes et entités visées par des mesures de gel des avoirs est consultable en ligne dans le [Registre national des gels mis en place par la direction générale du Trésor](#) ;

**FINANCE** - Interdictions des transactions avec la Banque centrale Russe ; interdiction de certaines transactions avec la Banque centrale biélorusse (gestion des réserves et des actifs) ; déconnexions de sept banques russes de SWIFT (Bank Otkritie, Novikombank, Promsvyazbank, Rossiya Bank, Sovcombank, VNESHECONOMBANK (VEB), VTB BANK) ; Belagroprombank ; Bank Dabrabyt ; Banque de développement de la République de Biélorussie (et toutes leurs filiales).

**INVESTISSEMENT** - Interdiction de participer et de contribuer à de futurs projets cofinancés par le Fond russe pour l'investissement direct.

**MONETAIRE** – Conjointement avec les US, l'UE a pris des mesures visant à empêcher la Banque centrale russe d'avoir recours à ses réserves pour soutenir le niveau du rouble. Toute transaction avec la Banque Centrale de Russie, ou toute personne morale, entité ou organisme agissant au nom ou sur instruction de la Banque sont interdites. Il est aussi interdit de vendre, de fournir, de transférer ou d'exporter des billets de banque libellés en euros à destination de la Russie.

#### **CONTROLE DES EXPORTATIONS :**

**(RUSSIE)** Interdictions d'exportation des biens double usage, produits pour le raffinage/extraction du pétrole (et la fourniture de services connexes), composants électroniques, logiciels, biens additionnels, avions, pièces aéronautiques, biens de navigation maritime, des technologies de radiocommunication, de hautes technologies informatiques, semi-conducteurs, technologies lasers ; biens et technologies spatiales dont l'interdiction de fournir des services d'assurance, de réassurance et de maintenance liés à ces biens et technologies.

**(BIELORUSSIE)** Restrictions au commerce des marchandises utilisées pour la production ou la fabrication de produits du tabac, de combustibles minéraux, de substances bitumineuses et de produits d'hydrocarbures gazeux, de produits à base de chlorure de potassium (« potasse »), de produits du bois, produits en ciment, produits sidérurgiques et produits en caoutchouc.

**TRANSPORT ET FRET AERIEN** - Interdiction de l'accès à l'espace aérien européen aux transporteurs aériens russes, y compris en tant que transporteur commercial, tout aéronef immatriculé en Russie ou non immatriculés en Russie mais détenus ou affrété ou contrôlé par une personne morale ou physique russe se verront interdire de décollage, d'atterrissage ou de survol du territoire de l'UE.

**DONBASS** – Interdiction du commerce entre l'UE et les deux régions de Donetsk et Lougansk.



#### **Mesures des Etats-Unis** (Version consolidée)

**SOURCE**

**NOUVEAU - RETRAIT DU STATUT DE « NATION LA PLUS FAVORISEE »** - Les États-Unis annoncent qu'ils se joindront à l'UE et à leurs partenaires du G7 pour exclure la Russie du régime normal de réciprocité prévu par le Droit du commerce. Le retrait de ce statut devrait permettre une augmentation unilatérale des tarifs douaniers applicables aux produits russes en même temps qu'il interdira la Russie d'emprunter de l'argent auprès du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Les modalités de ce retrait n'ont pas été précisées à ce stade.

**NOUVEAU - EMBARGO SUR DIVERS PRODUITS** - Interdiction d'importer aux Etats-Unis les produits russes suivants : poissons, fruits de mer (dont les préparations à base de ces produits), brevages alcoolisés comme la vodka, les diamants non industriels, certains produits de luxe. La liste de produits interdits pourra être élargie par le Secrétaire d'Etat et le Secrétaire au Commerce. **Précédemment**, Washington a interdit toute importation aux États-Unis de pétrole brut ; pétrole ; combustibles pétroliers, huiles et produits de leur distillation ; gaz naturel liquéfié ; charbon ; et produits du charbon.

**NOUVEAU - INVESTISSEMENTS** – Interdiction de tout nouvel investissement dans tout secteur de l'économie russe tel que déterminé par le Secrétaire au Trésor. Précédemment, a été interdit tout nouvel investissement (et transactions) dans le secteur de l'énergie en Russie par un ressortissant des États-Unis, où qu'il se trouve.

**NOUVEAU - FINANCEMENT / DEVISE** – Interdiction de vendre des billets de banques libellés en dollars américains. Également, toute approbation, financement ou facilitation ou garantie d'une transaction à destination de la Fédération de Russie est interdite. Toutes les transactions conçues pour contourner cette interdiction sont également interdites.

**CONTROLE DES EXPORTATIONS** - Restrictions sur le matériel et les exportations de technologies liées au raffinage et à l'extraction du pétrole et du gaz, plusieurs segments dits de « haute technologie » comme l'aérospatial, la construction de navires et plus généralement les produits permettant la modernisation de l'armée et de la base industrielle russe. Une partie de ces mesures ont été étendues à la Biélorussie, principalement pour éviter des effets de « redirection » de marchandises vers la Russie.

**LISTE NOIRE<sup>2</sup>** – Inscriptions sur listes noires d'entités, de parlementaires, de dirigeants et hommes d'affaires russes. Cette inscription sur liste noire a principalement deux conséquences : tous leurs actifs sont bloqués/gelés et les citoyens et entreprises américaines (US Person) doivent se désengager de toute relation avec les personnes et entités listées sans peine de sanctions.

**TRANSPORT ET FRET AERIEN** - Les avions russes ont désormais interdiction d'entrer et de transiter dans l'espace aérien américain. Cette interdiction comprend tous les aéronefs exploités, immatriculés ou contrôlés par toute personne liée à la Russie et tous les vols passagers et fret.

**MONETAIRE / DETTE** – Restrictions sur la capacité de la Russie à commercer en dollar, en euros, en livres sterling et en yen. **Restrictions de la capacité de la Russie de financement de sa dette souveraine** en lui retirant la possibilité de lever des fonds sur les marchés occidentaux.

**DONBASS** – Interdiction aux « Us Person » de tout nouvel investissement, importations/exportations et financement ou facilitation d'investissement avec les deux régions de Donetsk et de Lougansk.

## Contre-sanctions de la Fédération de Russie

**PUBLICATION D'UNE LISTE DE « PAYS HOSTILES »<sup>3</sup>** - Les créanciers issus de ces pays seront remboursés par les entreprises et les particuliers en Rouble uniquement. Un débiteur devra désormais demander à une banque russe de créer un compte spécial en roubles au nom du créancier étranger et de lui envoyer un paiement en équivalent rouble, au taux de change du jour de la Banque centrale (la procédure est applicable aux paiements supérieurs à 10 millions de roubles par mois (environ 70 000 euros au 7 mars) en équivalent à la devise étrangère.

→ Par ailleurs, toutes les transactions et opérations des entreprises russes avec des citoyens et des entreprises de pays hostiles à la Russie doivent désormais être approuvées par la commission gouvernementale russe de contrôle des investissements étrangers.

<sup>2</sup> Accès à la liste OFAC en [CLIQUANT ICI](#)

<sup>3</sup> Albanie, Andorre, Australie, Canada, Gibraltar, Japon, Liechtenstein, **les États membres de l'UE**, Islande, Micronésie, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Norvège, Macédoine du Nord, République de Corée du Sud, République de Saint-Marin, Singapour, Suisse, Taïwan, Royaume-Uni (y compris les îles Vierges britanniques), Ukraine et États-Unis.

**EXTENSION DE LA LOI SUR LA SAISIE DE BIENS** - Extension de la loi permettant la saisie des biens des étrangers. Auparavant, les restrictions prévues par la loi ne pouvaient s'appliquer qu'aux citoyens américains, elles s'appliquent désormais à tous les étrangers et permettent la prise des mesures suivantes :

- Interdiction d'entrée en Russie ;
- Saisie d'avoir financiers et autres actifs en Russie ;
- Interdiction de disposer de biens situés sur le territoire russe ;
- Suspension des activités des personnes morales sous le contrôle de ces étrangers ;
- Suspension de leurs pouvoirs dans les conseils d'administration ou autres organes de gestion des organisations enregistrées sur le territoire russe.

**RETRICIIONS DES EXPORTATIONS** - Adoption d'un décret présidentiel permettant l'application de « mesures économies spéciales » jusqu'au 31 décembre 2022, avec notamment l'interdiction d'exporter depuis OU d'importer vers la Russie des produits et/ou des matières premières et produits listés par le Gouvernement.

**Parmi les produits couverts** : équipements technologiques et de télécommunications ; équipements médicaux ; véhicules ; matériel agricole ; équipements électriques ; wagons ; locomotives ; conteneurs ; turbines ; machines de traitement des métaux et des pierres ; certains types de bois russes.

**MOUVEMENTS DE DEVISES** - La Russie limite les transferts de devises étrangères hors du pays. Pour soutenir le Rouble et limiter la fuite des capitaux, les autorités exigent une conversion obligatoire de 80% des recettes en devises étrangères des exportateurs russes accumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 (obligation de maintenu pour les mois à venir sur les avoirs monétaires).

**TRANSPORT AERIEN** - Interdiction de l'accès des avions occidentaux au ciel russe.

**SPATIAL** - Roscosmos a suspendu la coopération historique en matière de lancement des Soyouz.